

L'Humanité Rouge

Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

Lisez chaque jour notre série
en page 3, intitulée :

Contre le gouvernement Giscard-Barre.
Pour sortir de l'impasse des partis de gauche.
Lutter dans l'unité.
S'organiser avec le parti des ouvriers et des
paysans, le parti marxiste-léniniste.

**Aujourd'hui :
C'est la classe ouvrière
qui entraîne tout**

Editorial

Barre tient ses promesses

Hausse à volonté

Barre, premier grand commis de l'Etat, tient ses promesses. En janvier 1978, à Blois, devant un parterre de patrons, Barre avait annoncé quelques mesures susceptibles de satisfaire ces messieurs du grand capital. Au point 10 de son programme « électoral », Barre promettait aux patrons : « *En premier lieu, (il faut) assurer un retour le plus rapide possible à la liberté des prix* » et ajoutait « *une politique de vérité des tarifs publics sera progressivement conduite* ».

L'opération « *vérité des tarifs publics* » a déjà eu lieu. Elle s'est traduite par des hausses très importantes, à partir du 1er mai dernier, des tarifs de la SNCF, de l'EDF, des Charbonnages, des PTT, à partir du 15 mai, des tabacs, encore des PTT, à partir du 1er juin, des produits pétroliers, et enfin à partir du 1er juillet, des tarifs des métro-bus, de la carte orange. L'Etat, à tout seigneur, tout honneur, montre donc la voie à suivre pour l'ensemble du grand capital.

Promesse tenue, donc. Le patronat peut remercier Barre, les « *prix industriels sont libérés à partir du 1er juillet* » pour un certain nombre de productions.

Cette nouvelle vient au même moment où l'on apprend que l'indice des prix du mois d'avril a été de 1,1 %, donc avant l'augmentation des tarifs publics et des prix industriels. Contrairement aux allégations de Barre, on peut donc s'attendre à de très fortes hausses des prix sur l'ensemble de l'année, au-delà même de la barre des 10 %.

Barre avait pourtant fait une autre promesse à Blois ; mais sans doute l'a-t-il oubliée ? Il avait déclaré « *assurer l'augmentation du pouvoir d'achat* » et « *réduire les inégalités* ». Promesses de patrons. Personne ne l'avait cru, bien sûr.

Le CNPF, on s'en doute, est satisfait de cette politique. « *C'est un pas considérable en avant* » a dit l'un de ses représentants, mardi dernier.

Le chantage à la garantie de l'emploi et au maintien du niveau de vie, qui servait de justification à la politique de l'Etat et du patronat, a permis à la bourgeoisie de gagner du temps. Maintenant, le temps des promesses étant passé, elle agit ouvertement. Elle s' imagine pouvoir le faire d'autant plus que les dirigeants des partis « de gauche » et les responsables confédéraux des syndicats pratiquent, depuis leur échec électoral de mars dernier, la politique de la courbette à l'Élysée, à Matignon et au CNPF.

Pour la classe ouvrière, pour les petits paysans et tous les travailleurs, rien dans tout cela n'est bien nouveau. Comme l'indique une récente déclaration du Parti communiste marxiste-léniniste de France, pour nos revendications économiques ou politiques « *il n'y a pas d'autre voie que celle de nos luttes* ».

La coupe du monde commence aujourd'hui

LE MUNDIAL DERRIERE LES BARBELES



La Coupe du monde de football commence le premier juin. Tout l'arsenal militaire et policier est désormais en place et le gouvernement argentin attend avec impatience le début de la compétition.

Il est vrai que c'est la junte elle-même qui a organisé

la Coupe du monde et non la fédération argentine de football, comme cela aurait dû être le cas.

L'organisation du Mondial répond à des objectifs principalement politiques d'ordre intérieur et extérieur.

Cependant, pour la junte

c'est l'échec, même si la compétition se déroule sans incidents. La réalité argentine est, désormais, largement connue. Selon un sondage, 25 % des Français seraient hostiles à la participation de l'équipe de France. Les principaux responsables du football

français eux-mêmes ont annoncé qu'il fallait faire quelque chose pour les disparus français.

En Argentine, l'un des militaires vient de déclarer qu'il n'y a là-bas que treize prisonniers politiques. Le mensonge continue de plus belle mais il ne prend plus.

Boussac en liquidation judiciaire

Et les travailleurs ?



Les travailleurs des Vosges ont manifesté à plusieurs reprises leur colère.

Ça y est, les capitalistes ont décidé du sort du groupe Boussac. Il est mis en liquidation judiciaire. Désormais les travailleurs du groupe, sont voués aux licenciements.

12 000 personnes vont aller rejoindre le 1,6 million de chômeurs.

Le 26 mai, à Épinal, nous étions 15 000 à manifester. Demain, il faut que nous soyons des millions à dire « *Non aux licenciements* », « *Non au chômage* », « *Nous voulons vivre et travailler au pays* ». La lutte des Boussac c'est aussi notre lutte, la lutte de tous les travailleurs. Ce n'est pas aux travailleurs de faire les frais de la guerre des requins capitalistes. Aux patrons de payer la crise !

Une victoire de l'Amérique latine sur le social- impérialisme

Brejev a annoncé le 27 avril dernier que l'URSS signerait le traité de Tlatelcolco sur la « dénucléarisation de l'Amérique latine ». Le second protocole de ce traité qui concerne les pays non latino-américains oblige ses signataires à s'engager à ne pas utiliser d'armes nucléaires en Amérique latine.

Le traité qui date du 14 février 1967 a été signé par l'immense majorité des pays latino-américains ainsi que par la Chine, les USA, la Grande-Bretagne, la France, les Pays-Bas et l'Irlande.

Depuis 1967, les pays latino-américains avaient réclamé sa signature par l'URSS et menacé de porter l'affaire devant les Nations-Unies en cas de refus. A la veille de l'assemblée de l'ONU sur le désarmement, l'URSS ne pouvait s'exposer à cela.

Cependant Cuba est un des rares pays latino-américains à n'avoir pas signé le traité. La menace nucléaire de l'URSS, par son intermédiaire, reste donc entière.

Conférence de l'ONU sur le désarmement

Les propositions de la République populaire de Chine rencontrent un grand intérêt

Le ministre chinois des Affaires étrangères, Huang Hua, a déclaré lundi devant l'Assemblée générale de l'ONU que la Chine était disposée à se joindre aux discussions sur le désarmement, mais en rappelant que « tout désarmement doit commencer par le désarmement des deux superpuissances », dans les domaines nucléaire et conventionnel.

« Pour faire diminuer la menace militaire qu'ils font planer sur les autres pays, l'URSS et les Etats-Unis, a affirmé le ministre Huang Hua, doivent d'abord prendre les mesures suivantes :

1 - S'engager à ne pas utiliser, ni menacer d'utiliser les armes nucléaires en aucune circonstance contre les pays non-nucléaires et les zones dénucléarisées.

2 - Rapatrier toutes les forces armées envoyées à l'étranger et s'engager à ne pas en envoyer d'autres. Démanteler toutes les bases militaires, y compris les bases « déguisées » et prendre l'engagement de n'en rechercher aucune nouvelle.

3 - Cesser la course aux armements nucléaires comme aux armements conventionnels et entamer la destruction, par étapes, de leurs armes nucléaires et la réduction massive de leurs armes conventionnelles.

4 - S'engager à ne pas masser de troupes, ni effectuer de manœuvres militaires dans les régions limitrophes de la frontière d'autres pays, et ne pas lancer contre eux d'attaques militaires, y compris d'attaques

surprises.

5 - S'engager à ne pas exporter d'armes vers d'autres pays.

RETARDER LA GUERRE

« Lorsque d'importants progrès auront été accomplis en ce qui concerne la destruction des armements nucléaires soviétiques et américains, ainsi que la réduction de leurs armements conventionnels, les autres pays nucléaires devront détruire en même temps que les deux superpuissances, toutes leurs armes nucléaires », a poursuivi Houang Hua.

Il a fermement réaffirmé le désir de paix de la République populaire de Chine et du peuple chinois, « soucieux d'en finir avec leur retard économique, comme les autres pays du tiers monde ». « La Chine, a-t-il rappelé, n'a ni base, ni soldat à l'étranger, et a maintes fois répété qu'elle n'utiliserait jamais les armes nucléaires la première. « Même lorsqu'elle sera devenue un Etat socialiste puissant, la Chine s'interdira toujours de lancer des agressions contre d'autres pays... Cependant, face à l'agres-

sion et aux menaces de l'impérialisme, en particulier du social-impérialisme, nous ne pouvons que renforcer nos

oreilles lorsqu'une superpuissance a massé un million de soldats le long de nos frontières ! », s'est-il

cher une guerre nucléaire, a rappelé Huang Hua, car les superpuissances ont déjà dans leurs arsenaux non



Soldats russes à la frontière chinoise.

préparatifs en prévision d'une guerre... toute mesure qui contribue à défendre la paix et la sécurité internationales et à retarder l'arrivée d'une guerre doit être appuyée. Au contraire, toute mesure qui profite aux superpuissances dans leur recherche de l'hégémonie et à leurs préparatifs de guerre, doit être condamnée ».

Le ministre chinois a notamment dénoncé avec vigueur « l'hypocrisie des 70 propositions sans valeur faites ces dernières années et dont se vante l'URSS en matière de désarmement. « Comment pourrions-nous dormir sur nos deux

exclamé. Seules les deux superpuissances sont capables de déclencher une guerre mondiale. Si elles entrent en conflit, elles mèneront peut-être une guerre nucléaire mais plus probablement une guerre conventionnelle avec de nouveaux types d'armes conventionnelles sophistiquées, hautement destructives ».

UN INTERET IMMENSE

Quant à l'arrêt des essais nucléaires, ou l'insistance sur la non-prolifération des matières fissiles susceptibles de produire ces armes, ils ne servent en rien à empê-

seulement les armes nécessaires à leur défense, mais un surplus énorme qui menace les autres pays.

Ces propositions ont suscité un immense intérêt à l'Assemblée générale de l'ONU, notamment dans les rangs des pays du tiers monde. Tour à tour, déjà, la Somalie, l'Argentine, le Mexique, le Sri Lanka, la France, le Canada, la RFA et le Danemark sont intervenus pour souligner que la responsabilité de la course aux armements et des menaces qui pèsent sur la paix dans le monde incombent en premier lieu aux deux superpuissances.

Les syndicats italiens contre la politique d'agression de l'URSS et de Cuba

Les trois principaux syndicats italiens : la CGIL (proche du PCI), la CISL (démocrate-chrétien) et l'UIL (socialiste) ont demandé, vendredi soir, le retrait des troupes étrangères engagées dans la corne de l'Afrique et en particulier celles de Cuba et de l'Union soviétique.

Dans un document publié vendredi soir, les trois syndicats font part de leur « préoccupation devant l'offensive massive lancée par le gouvernement d'Addis-Abeba en Erythrée » et « déplore que l'Ethiopie ait recours aux armes pour affronter les revendications nationales érythréennes ».

Ainsi, peu après le PCI, c'est au tour de la CGIL de prendre position contre la politique d'agression de l'URSS contre l'Erythrée. Seuls les inconditionnels qui soutiennent et défendent avec acharnement le social-impérialisme n'ont pas condamné cette nouvelle agression soviétique. Il faut dire que cette fois, l'URSS va un peu loin en combattant sur le terrain un peuple qui lutte pour l'indépendance et la liberté, lutte qu'elle soutenait peu de temps auparavant.

Le PCI a très vite pris position contre l'URSS, le PCF, quant à lui, n'en parle toujours pas, semblant ignorer la présence des troupes soviétiques et cubaines dans la région.

• République populaire et démocratique de Corée

Le président Kim il Sung dénonce les manœuvres impérialistes dans l'océan Indien

Successivement, le président Albert René, de la République de Seychelles, le président Samora Machel, du Mozambique, et le président roumain Ceausescu ont effectué des visites d'amitié en République populaire de Chine et de Corée. Recevant le représentant des Seychelles, le président coréen Kim Il Sung a notamment pris fermement position sur la question de la délimitation de l'océan Indien en déclarant : « Un des problèmes d'actualité importants et impérieux que préconisent les Seychelles et les autres pays dans la région de l'océan Indien est celui d'éliminer les bases militaires étrangères, installées cette région, en particulier sur l'atoll de Diego Garcia, et de convertir ainsi l'océan Indien en zone pacifique.

En ce qui concerne le problème de transformation de l'océan Indien, en zone pacifique, on a déjà adopté

une résolution lors d'une conférence au sommet des pays non-alignés, et des résolutions à l'Assemblée générale de l'ONU.

Les impérialistes cependant, faisant fi de tout cela, hâtent l'installation de leurs bases militaires dans cette région et y accroissent leurs forces armées. Ceci démontre telle quelle leur ambition agressive et constitue un acte criminel menaçant la sécurité des pays dans cette région et la paix mondiale.

Nous condamnons ces manœuvres insensées des impérialistes et soutenons entièrement les justes prétentions de ces pays visant à convertir l'océan Indien en zone pacifique.

Les impérialistes doivent éliminer leurs bases militaires agressives dans l'océan Indien et dans tous les endroits d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine et quitter ces régions avec leurs troupes.

• Albanie

L'Albanie estime que le désarmement concerne en premier lieu les « deux superpuissances ». L'URSS et les USA, et que la réduction des forces armées doit toucher « uniquement » ces deux pays.

L'organe du Parti du travail d'Albanie, « Zeri popullit » cité par l'agence « ATA » dénonce en effet, lundi, comme « bluff et mystification » la campagne des USA et de l'URSS sur le désarmement ainsi que les « plans et projets innombrables qu'ils avancent lors de telle ou telle conférence ».

Le quotidien de Tirana souligne que les « deux superpuissances impérialistes contrôlent presque entièrement la course effrénée aux armements de toute sorte et tiennent entre leurs mains le monopole du commerce mondial d'armes ».

• Maroc

Des petites filles « dont certaines ont à peine 7 ans » travaillent jusqu'à 72 heures par semaine

dans des fabriques de tapis privées au Maroc, a révélé lundi un rapport de l'organisation de défense des droits de l'homme « Anti-Slavery Society ».

Ce rapport de 72 pages, passant en revue quelque 79 ateliers privés visités par une mission de l'Anti-Slavery Society, en 1977, dans 17 villes marocaines, indique que « beaucoup d'enfants souffrent de malnutrition et de surmenage et ne reçoivent pratiquement rien pour leurs longues heures de travail ».

L'enquête révèle, par ailleurs, que dans huit seulement des fabriques visitées, « on n'a pas observé de fillettes au travail » et que dans 28 autres, un tiers des ouvriers avaient moins de douze ans. Il précise que, pour l'ensemble de ces établissements privés, les propriétaires font appel à des « loueuses d'enfants », ou maaléma qui reçoivent directement le prix du travail effectué et qui, à leur gré, versent un salaire dérisoire aux enfants.

Le rapport conclut que « bien que l'emploi d'enfants constitue une violation flagrante des droits de l'homme et des lois nationales marocaines, il tend à s'étendre au fur et mesure de la croissance de l'industrie des tapis ».



1,1% d'augmentation des prix en avril

Barre n'est pas si tranquille qu'il en a l'air

L'indice des prix officiel marque en avril 1978 une hausse de 1,1 %, la plus forte depuis avril 1977 alors que la hausse des tarifs publics (entre 10 et

20 %) n'a pas encore fait sentir ses effets et que le gouvernement annonce la liberté, c'est-à-dire en clair, la hausse des prix industriels.

Depuis le début de l'année le rythme de la hausse des prix ne cesse de s'accroître : plus 0,5 % en janvier, plus 0,7 % en février et 0,9 % en mars. Parti comme c'est, l'indice des prix à la fin de l'année 1978 pourrait

atteindre 12 %, renouant avec l'inflation à deux chiffres que Barre lui-même avait condamné à son arrivée au gouvernement et avec laquelle il avait promis de rompre. Mais Barre semble avoir changé d'avis sur cet-

te question. En tout cas, il a trouvé des arguments de poids pour justifier une flambée des prix qui fera les profits des capitalistes.

« Ne faisons pas autour des indices de crispation psychologique », a-t-il déclaré. « Un indice élevé n'est pas forcément un mauvais indice ». C'est que voyez-vous il s'agit de « hausses d'ajustement » qui ne sont pas d'après M. Barre inflationnistes. Et, inflation ou pas, si vous trouvez votre pain, le lait, les loyers, et les

tarifs médicaux, entre autres, plus cher Barre vous dira sans doute que vous avez révé. Ou bien il répétera « ne faites pas de crispation psychologique ». Mais sous son calme et sa sérénité apparente, il paraît qu'il n'est pas aussi tranquille qu'il cherche à s'en donner l'air. Son gouvernement aurait donné des conseils de fermeté au patronat car il craint une « crispation » des luttes pour les salaires et le pouvoir d'achat.



Acheter en grosse quantité pour nourrir sa famille va devenir de plus en plus difficile.

Barre peut raconter qu'il y a hausse... et hausse. Les travailleurs voient bien ce qui sort de leur porte-monnaie.

Demande de contact

Contre le gouvernement Giscard-Barre,
Pour sortir de l'impasse des partis de gauche
Lutter dans l'unité,
S'organiser avec le parti des ouvriers et des paysans, le parti marxiste-léniniste.

Je demande à prendre contact avec l'organisation des communistes marxistes-léninistes de France.

Dans ce but, l'Humanité rouge peut me joindre à l'adresse suivante :

Nom
Prénom
Adresse
Profession

Pour toute correspondance,
téléphonez au numéro suivant :

205 51 10

Contre le gouvernement Giscard-Barre
Pour sortir de l'impasse des partis de gauche
Lutter dans l'unité,
S'organiser avec le parti des ouvriers et des paysans, le parti marxiste-léniniste



C'EST LA CLASSE OUVRIERE QUI ENTRAINE TOUT

Pour remporter la victoire dans la lutte contre le capitalisme, il faut rassembler le plus grand nombre, il faut réaliser une large union des masses populaires. Bien, mais pour atteindre un tel objectif, ce qui est déterminant, c'est le rôle de la classe ouvrière.

Tous les travailleurs savent cela d'expérience. Quand on fait grève, une fois que tous ceux des ateliers sont dans le coup, si l'on veut établir un bon rapport de force pour faire céder le patron, il faut gagner à la lutte « ceux des bureaux ». Les employés bien sûr, mais aussi les techniciens, des ingénieurs, etc et de fait, quand le mouvement est fort chez les ouvriers, on réussit à les rallier, ça va même quelquefois jusqu'à neutraliser une partie de la maîtrise. Bien sûr, il ne suffit pas d'être fort encore faut-il avoir une attitude juste pour entraîner dans la lutte les couches de salariés.

Ce qui est vrai à l'usine, l'est également à l'échelle de toute la société.

Rappelez-vous il y a dix ans, en Mai-Juin 68. Si les étudiants ont été l'étincelle qui déclenche l'incendie, c'est bien la participation massive des ouvriers, c'est bien le mouvement gréviste qui ont donné toute sa dimension anticapitaliste à la lutte. Avec l'irruption de la classe ouvrière sur le devant de la scène, c'est tout le peuple, et en premier lieu les étudiants, qui s'est mis à envisager la possibilité d'un avenir débarrassé du capitalisme. Ce que beaucoup de gens ont senti peut-être plus qu'ils ne l'ont compris, à l'époque, c'est que la classe ouvrière pouvait garantir un avenir où le peuple serait débarrassé de l'exploitation et de l'oppression.

Car en Mai 68, ce ne sont pas seulement les ouvriers et les étudiants, mais aussi d'autres couches de la population qui ont été entraînées dans le mouvement : des intellectuels, salariés ou des professions libérales, des artistes.

Et on a vu aussi des petits commerçants qui faisaient crédit aux grévistes et des magistrats qui se tournaient vers le peuple. N'est-il pas clair que l'avenir

du mouvement populaire dépend de la classe ouvrière ? Dans notre pays elle joue un rôle déterminant du fait de son nombre, mais surtout, c'est elle et elle seule qui peut diriger une alliance de tout le peuple contre le capitalisme. Voilà pourquoi il est juste de dire que la classe ouvrière est la classe dirigeante dans la lutte pour le socialisme. Force est de constater que ce n'est pas le rôle qui lui est assigné dans la stratégie d'Union du peuple de France.

Marchais parle bien de force « décisive » à propos de la classe ouvrière mais dans le cadre d'une stratégie où l'arithmétique électoraliste a été substituée à la dynamique révolutionnaire. Pour lui, ce rôle décisif se mesure finalement en bulletins de vote. Ce qui, soit dit en passant, exclut d'office au moins les 20 % de la classe qui est constituée par les travailleurs immigrés. Et, toutes les luttes de ces dernières années l'attestent, ce n'en est pas la partie la moins combative. Là encore, l'exemple de 68 est éloquent. Chacun garde en mémoire la puissance du mouvement populaire qui en Mai, fit chanceler le pouvoir et la revanche prise en juin par les exploités sur le terrain des élections.

Voilà où mène la stratégie du 22e congrès qui consiste à additionner toutes les « victimes des monopoles » pour obtenir une majorité électorale, elle nie dans les faits le rôle de la classe ouvrière.

C'est bien en application directe de cette stratégie que le PCF a essayé d'imposer dans le mouvement syndical la revendication des augmentations hiérarchisées. Ces augmentations en pourcentages qui brandent les intérêts des ouvriers au profit des privilèges des cadres. De la même façon, le PCF s'est fait dans l'entreprise, le défenseur de la légitimité de la hiérarchie capitaliste.

Quant à l'organisation des ingénieurs, cadres et techniciens dans un syndicat distinct de celui des ouvriers, l'UGICT, n'est-ce pas une application concrète de cette conception erronée des alliances ?

Bref, cette ligne n'a vraiment apporté rien de

bon à la classe ouvrière, pire, elle a conduit à l'étouffement des luttes coupables de déranger la quiétude et le calme requis par les « échéances électorales ». On en arrive à réprimer la combativité ouvrière pour ne pas effaroucher les classes moyennes. C'est vraiment tourner le dos à la voie révolutionnaire.

En 1966, à la veille de son 18e congrès, le PCF comptait plus de 46 % d'ouvriers dans ses rangs en 1974 ils n'étaient plus que 32,2 %. N'y a-t-il pas là l'expression du désaveu exprimé par quantité d'ouvriers à l'égard d'une telle ligne ?

La stratégie du PCF ne permet pas à la classe ouvrière d'exercer son rôle dirigeant. C'est bien cette absence de direction qui se traduit par exemple dans la confusion idéologique qui règne chez toute une partie de la jeunesse profondément révoltée par le capitalisme ?

Voilà pourquoi la tâche la plus urgente pour que se développe un puissant mouvement populaire capable d'en finir avec le capitalisme, c'est de réaliser l'unité de combat de la classe ouvrière.

Pierre MARCEAU (A suivre)

Notes.

(1) Un peu avant les élections de mars, Marchais publia un livre intitulé « Parlons franchement ». On y trouve la reprise mot pour mot de certaines résolutions du 22e congrès sauf celle concernant la classe ouvrière. En effet, alors que la résolution utilise l'expression « force dirigeante des luttes populaires », Marchais parle, lui, de « force décisive dans les luttes sociales » qui joue un « rôle éminent dans les luttes politiques ». Pas trace de cette notion que la classe ouvrière doit diriger la lutte pour le socialisme.

(2) Source : Documentation du 18e congrès et Cahiers du communisme 1976 No 1 : « Contribution à la sociologie du PCF ».

Rectificatif : Une erreur s'est glissée dans la note faisant suite à l'article « Où mène l'Union du peuple de France ».

Il fallait lire : 73 % de la population active est employée dans des entreprises de moins de 500 salariés et 46 % dans des entreprises de moins de 100.



● Ecole d'agriculture de la Roque-Rodez

Malgré l'échec, rien ne sera plus pareil

L'an dernier, l'école d'Agriculture de La Roque a été rachetée par l'État. Tout le personnel a été licencié et a eu une proposition de réembauche comme auxiliaire-débutant.

Bien sûr, la réaction ne s'est pas fait attendre pour obtenir la garantie de l'emploi. Entre autres formes de lutte, les enseignants ont organisé une soirée de soutien (voir HR No 888 et 891).

Suite à la semaine de popularisation de leur action, sur la région de Rodez, la soirée de soutien aux enseignants-auxiliaires en grève a eu lieu le vendredi 19 mai à Rodez. Environ 400 personnes y ont assisté et cela a été un véritable succès.

Au programme : la « Commune » a chanté quelques chants progressistes et révolutionnaires ; le théâtre de la Pergues, venu de Millau, a joué « Millau 35 » qui raconte une grande grève dans une fabrique de gants en 1935.

ÉCHEC À LA RÉPRESSION

Suite à cette soirée, la répression a atteint les élèves qui y avaient assisté malgré l'interdiction du directeur (les terminales, majeurs pour la plupart). Résultat : 25 élèves en conseil de discipline et de-

mande du directeur Peyrac que ces élèves ne puissent redoubler en cas d'échec aux examens. Aussi les élèves décident-ils d'intervenir massivement dans ce conseil pour défendre leurs camarades, soutenus par les enseignants et les parents présents. Devant cette unité parents-enseignants et élèves, le directeur doit lever les sanctions.

UN DIRECTEUR MUSCLÉ

Ce directeur s'était déjà fait remarquer pour ses tentatives de répression syndicale :

- Intervention devant le personnel pour déplorer la formation des listes syndicales, accusées de porter tort à l'esprit-maison.

- Destruction d'affiches sur le panneau syndical.

- Incursion dans les réunions du personnel pour diviser les gens.

- Pressions personnalisées pour empêcher la grève.

Le summum est atteint lors d'une réunion de parents d'élèves où il souhaite un succès minimum aux examens pour prouver l'incompétence des auxiliaires (20 sur 22).

DES RAPPORTS NOUVEAUX

Aujourd'hui, la grève a cessé. En ce qui concerne les revendications, c'est un échec et la meilleure solution qui pourra être apportée sera un réemploi sur la région Midi-Pyrénées. Les auxiliaires de La Roque restent donc vigilants.

Cependant, au lycée, ça ne sera plus pareil. Des fils et des filles de paysans ont vécu la grève, ont établi des rapports nouveaux avec leurs enseignants et les ont soutenus, bravant ainsi la répression dictatoriale qui veut les toucher directement dans les résultats de leurs examens. Pour la plupart, et même pour des auxiliaires, c'est la découverte de la lutte pour l'emploi et la solidarité.

Même s'ils sont restés isolés en tant qu'auxiliaires du ministère de l'Agriculture, ils ont été soutenus localement au-delà de leurs espérances. Et ils ont pu voir que beaucoup d'entre eux pensent aussi que la solution est dans la lutte, dans le rapport de force et que, tôt ou tard, pour eux aussi, la lutte paiera.

Correspondant HR Aveyron

● Guillouard-Nantes

Grève illimitée et occupation

Depuis le mercredi 24 mai, à la suite du refus de la direction de prendre en considération leurs revendications, les ouvrières et les ouvriers de l'usine Guillouard sont en grève totale et occupent leur usine.

Dans cette entreprise qui, il y a un peu plus d'un an, déposait son bilan et qui est aujourd'hui dans l'attente d'un concordat, 80 à 85 % du personnel participent au mouvement.

QUE VEULENT-ILS ?

Ce conflit est né à la suite du dépôt d'un cahier de revendications par les syndicats CGT et CFDT, portant essentiellement sur les salaires :

- Rattrapage des salaires sous la forme d'une augmentation de 120 F pour tous (les salaires varient de 1 810 F à 2 019 F pour les femmes et de 1 990 F à 2 215 F pour les hommes des catégories OS 1 et OS 2, la majorité du personnel).

- Garantie du pouvoir d'achat sur la base des indices INSEE et CGT.

- Égalité des salaires entre hommes et femmes (les femmes ayant en moyenne des salaires inférieurs de 300 F).

- La réduction du temps de travail.

- La 5e semaine de congés payés.

Face au refus de la direction, les travailleurs réunis en assemblée générale votèrent la grève totale et décidèrent de l'occupation de l'usine. Pour les syndicats CGT et CFDT, « cette forme d'action détermi-

née des travailleurs et travailleuses est la marque d'un mécontentement accumulé par la pratique d'une politique sociale au rabais... ».

Depuis vendredi, les portes sont bloquées par des containers et des voitures, et les menaces de la direction de faire intervenir les forces de police n'ont pas la détermination des travailleurs et travailleuses.

LA RÉPONSE DES PATRONS

La direction répond par le chantage à l'emploi et le tribunal des référés. Ainsi, dès le jeudi, elle faisait connaître sa position. Selon elle, « le mouvement intervient alors que la société en dépôt de bilan depuis un an commençait à entrevoir un redressement... ».

Sa conclusion est la suivante : « Le mouvement de grève déclenché pour des revendications salariales que l'entreprise ne peut pas satisfaire dans l'immédiat, risque de condamner définitivement celle-ci s'il ne s'arrête pas très rapidement ».

Cette position, la direction la répreciserà dans une lettre qu'elle enverra à chacun des travailleurs dans la nuit de jeudi à vendredi. Vendredi après-midi, trois délégués étaient con-

voqués au tribunal des référés pour « atteinte à la liberté du travail » et pour une soi-disant « séquestration du chef du personnel ». Or, s'il est vrai que celui-ci a passé la nuit de jeudi à vendredi dans l'usine, il pouvait y circuler librement et en sortir quand il voulait. D'ailleurs, vendredi soir, il rédigea et signa un papier qu'il remit aux grévistes. Il y déclare « ne pas avoir été séquestré ». Cependant, sur ces délégués, pèse la menace d'avoir à payer une amende de 500 F par heure d'occupation de l'usine, c'est-à-dire 1 200 F par jour.

RESTER SUR SES GARDES

Tout le week-end, les grévistes sont venus au piquet de grève. Dimanche après-midi, une petite fête leur permit de se retrouver en famille, fête où la bonne humeur fut de mise. On chanta et on dansa dans l'usine occupée.

Au cours de ces deux jours, la direction fit savoir aux ouvriers son intention de négocier dès lundi matin.

Cependant, les travailleurs de Guillouard restent sur leurs gardes ; prêts à faire face à la répression, et comme dans les autres entreprises nantaises en lutte (LMT, Warin, Apfex, Veltro...), ils poursuivent leur action avec détermination pour ne pas faire les frais de la crise.

Correspondant HR avec l'accord de grévistes de Guillouard

● SEBSO-St-Gaudens (Ariège)

Les bûcherons ne veulent plus vivre dans des cabanes

A Saint-Gaudens, 200 travailleurs (sur 250) de la SEBSO (Société d'exploitation des bois du Sud-Est), intimement liée à la Cellulose d'Aquitaine, à qui elle fournit la plus grande partie du bois nécessaire à la fabrication de la pâte à papier, sont en grève depuis le jeudi 25 mai.

Ces travailleurs, pour la plupart des travailleurs immigrés (Marocains, Portugais, Espagnols) sont exploités d'une façon honteuse. Les moins payés touchent, pour 250 heures, un salaire de 2 500 F (même pas le SMIG).

Les conditions de travail sont très mauvaises et les conditions de vie déplorable (les bûcherons vivent en pleine forêt dans des cabanes).

TOUS CES TRAVAILLEURS EN ONT ASSEZ !

Ils réclament :
- Des indemnités de déplacement (pour les chauffeurs)

- Le relèvement des bas salaires (et ils sont tous bas)

- Une prime de vacances portée à 1 850 F comme à la Cellulose d'Aquitaine

- Le relèvement des tarifs des bûcherons.

- L'amélioration de l'habitat.

Le 25 mai, ils sont restés toute la journée devant la Cellulose. Leur patron a réuni les délégués syndicaux pour leur faire savoir qu'il ne pouvait absolument rien leur donner, compte-tenu de la situation actuelle. Un peu plus tard, il leur a proposé une augmentation de 1,12 % (c'est vraiment se moquer des travailleurs).

A l'annonce des résultats obtenus auprès de la direction, les travailleurs, dans les yeux desquels se lisait une grande détermination, ont décidé de poursuivre la grève. Le lendemain, ils étaient tous là malgré la pluie et ils comptent continuer le combat jusqu'à satisfaction de leurs revendications.

Correspondant HR

Un film sur Mai 1968 « OSER LUTTER, OSER VAINCRE »



Samedi 3 juin à 20 h 30

Salle Ambroise Croizat

21, rue Defresne-Bast (centre social) à Argenteuil - entrée libre
présenté par l'Humanité rouge



• Hôpital la Colombière-Montpellier Pourquoi la reprise du travail ?

Extrait du bulletin « La vérité » des communistes marxistes-léninistes de Montpellier.

« La police a quitté La Colombière, le ministre de la Santé rencontrera les organisations syndicales mardi, ce sont les premiers résultats de la lutte des hôpitaux, en particulier de celle de La Colombière. La CGT vous appelle à reprendre le travail, à rechercher d'autres formes de lutte susceptibles d'entraîner la majorité des travailleurs. L'action doit se poursuivre ».

Voilà ce que certains à la CGT appellent une victoire. Pourtant, de mémoire d'hospitalier, on n'avait pas vu depuis longtemps une mobilisation des travailleurs du CHR comme celle du vendredi 26 mai :

— Grande détermination des grévistes de La Colombière, malgré les multiples pressions de l'administration (réquisitions, CRS).

— 56 % de grévistes à Guy de Chailliac, 37 % à Saint-Eloi dont 90 % d'ouvriers, 25 % à Saint-Charles.

— 600 travailleurs manifestaient avec force pour la satisfaction de leurs revendications et contre la présence des flics dans les hôpitaux.

RIEN

Vendredi soir, les responsables CGT annonçaient qu'ils appelaient à arrêter la grève. Pourtant, malgré quelques vagues promesses de perspectives de négociation, les revendications essentielles des grévistes n'ont pas été satisfaites.

Il était donc nécessaire de poursuivre et d'étendre



L'intervention des flics à la Colombière le 25 mai. Des banderoles ont été déchirées.

la mobilisation, d'autant plus que Simone Veil venait à Montpellier mardi. Cela, les travailleurs, en particulier les ouvriers, l'avaient bien compris et étaient bien

décidés à reconduire la grève lundi.

Malgré cela, les dirigeants de la CGT ont imposé la reprise du travail. Leurs

arguments : « La faible participation du personnel soignant et la nécessité de rentrer après le point fort de vendredi ». Rien n'était obtenu ! Mais au-delà de ce que les dirigeants CGT disent, il est nécessaire de voir ce qu'ils ont fait depuis le début de la grève à La Colombière :

— Refus de mobiliser dans les autres hôpitaux ; aucune information jusqu'au 16 pour la journée d'action du 18.

— Refus des dirigeants CGT de Saint-Eloi d'appeler à la grève proposant une simple grève du pointage après une prétendue consultation du personnel et refus de reconduire le mouvement pour la journée du 19 malgré la volonté des ouvriers de continuer.



Manifestation le 26 mai à Montpellier contre la répression en soutien à la Colombière et pour les revendications.

Dans les hôpitaux Une situation exceptionnelle pour le déclenchement de grandes luttes

L'attitude des directions syndicales (voir article ci-dessus) n'est qu'un encouragement à la politique d'intransigeance de Simone Veil et du gouvernement. Elles ne permettront jamais aux travailleurs de gagner quoi que ce soit dans les luttes, bien au contraire. Elles ne peuvent que décourager les travailleurs et les adhérents des syndicats qui ne peuvent y voir clair et ne savent à qui s'adresser.

A l'heure actuelle dans les hôpitaux, il existe une situation exceptionnelle pour le déclenchement d'une action de grande envergure. Jamais on n'a encore vu ça.

— Il manque des milliers de personnes pour que les malades soient soignés dans de bonnes conditions et cela se trouve concrétiser par : « Manque de personnel, malades en danger ».

— Les locaux sont vétustes, inadaptés, c'est le cas de nombreux hôpitaux, en particulier pour les vieillards (par exemple l'hospice de Nanterre) et les hôpitaux psychiatriques.

Depuis début février, les hôpitaux sont partis en lutte les uns derrière les autres et se sont cassés le nez les uns derrière les autres.

Les travailleurs hospitaliers ont essayé de se coordonner, notamment à Orléans, il y a trois semaines, mais les dirigeants CGT s'y sont opposés et finalement Orléans a repris le travail après plus de 70 jours de grève faute de perspectives.

Le mouvement est mûr mais les directions syndicales ne font rien, hormis des journées d'action. Attendent-elles que tout se casse la gueule pour dire : « Voyez, les gens ne sont pas prêts, il n'y a pas la majorité ».

Les formes de lutte sont exemplaires : assemblées générales, diverses commissions, tracts à la population, galas de soutien, grève administrative qui frappe l'administration à la caisse, etc. Voilà qui montre aussi la maturité du mouvement des hospitaliers.

Nous soutenons cette lutte et appelons à la soutenir et à la populariser car elle est porteuse d'idées et de formes de lutte très justes, combatives, parce que cette lutte mobilise les travailleurs au-delà des éternels clivages CGT-CFDT-FO-non-syndiqués, parce que cette lutte touche de près la vie du peuple.

UN MOIS DE REPORTAGE EN CHINE

DES JOURNALISTES RACONTENT...

Pendant un mois, des journalistes de l'« Humanité rouge » ont parcouru la Chine à l'invitation du « Quotidien du peuple », organe du Comité central du Parti communiste chinois. A partir de notre édition du lundi 29, et chaque jour jusqu'en juillet, nous consacrerons une page de notre journal aux articles, interviews et reportages qu'ils ont ramenés de Chine.

Lisez et faites lire cette série qui se poursuivra jusqu'en juillet (passez dès maintenant vos commandes à l'administration pour vous procurer la double page centrale de l'édition du 26 mai tirée à part, en affichettes, destinées à être collées en certains points précis : près des usines, dans certains quartiers, à proximité des kiosques diffusant notre journal).

Abonnez vous et faites abonner à l'Humanité rouge quotidien

Remplir le coupon d'abonnement et le renvoyer à l'adresse suivante :

L'HUMANITE ROUGE
BP 61 75861 PARIS CEDEX 18
Paiement par chèque ou mandat
CCP 30 22672 D LA SOURCE

QUOTIDIEN

	pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 an	350 F	500 F	700 F
6 mois	180 F	250 F	360 F
3 mois	90 F	150 F	180 F
1 mois	30 F (22 No)	50 F	60 F

Pendant la durée de la série, les lecteurs qui s'abonneront pour un ou trois mois recevront un classique du marxisme-léninisme (« L'Etat et la révolution » de Lénine, etc.) : Ceux qui s'abonneront pour au moins six mois recevront, selon leur choix, le livre « Dix syndicalistes en Chine » ou « Le Printemps révolutionnaire de Mai 1968 » écrit par Jacques Jurquet.

Abonnez-vous à l'Humanité rouge bimensuel

	Pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 an	75 F	100 F	150 F
6 mois	38 F	50 F	76 F
3 mois	20 F (7 No)	30 F	40 F

Cocher la ou les cases correspondant à la formule choisie.

Nom : Prénom :
Rue : Commune :
Code Postal :

Nos lecteurs qui désirent connaître le bimensuel peuvent en recevoir gratuitement, en nous écrivant, quatre numéros, sans engagement de leur part. Utilisez cette initiative pour élargir l'audience du bimensuel.

Communiqué du comité des locataires du 40, rue de la Mare (Paris 20e)

Non à l'expulsion ! Maintien dans les lieux avant d'être relogés !

Nous sommes environ une centaine d'habitants (jeunes, femmes, vieux), privés depuis trois semaines d'eau, de gaz, d'électricité, d'entretien dans l'immeuble situé au 40, rue de la Mare. Nos lettres sont souvent retrouvées dans les poubelles.

La propriétaire, Madame Dominique, a vendu l'hôtel à la société SERI et nous a signifié notre congé, sans respecter les procédures légales.

La Société SERI, sans arrêté d'expulsion, entend nous forcer par tous les moyens à partir (exemple les coupures d'eau et d'électricité).

Nous avons informé et fait des démarches auprès des services de Préfecture, de la mairie, etc... afin d'exiger notre maintien dans les lieux dans de bonnes conditions jusqu'à notre relogement (...)

Nous habitons, la plupart d'entre nous, depuis de nombreuses années dans cet hôtel, et nous avons toujours payés nos loyers. Nous estimons que nous sommes, dans les faits, des locataires et, à ce titre, nous devons être relogés.

Nous savons que nous ne sommes pas les seuls : il y a les locataires des 4 et 6 rue de Tourville, et d'autres encore qui sont menacés d'expulsion comme nous.

Nous appelons tous ceux qui sont dans la même situation à s'unir et à s'organiser comme nous, seul moyen

pour obtenir le relogement pour tous avec le soutien de tout le monde.

C'est pourquoi il faut renforcer le Comité de soutien à nos revendications :

- Maintien dans les lieux avant d'être relogés,

- Etre relogés ensemble dans le 20e (pas en foyer),

- Un loyer en fonction de nos possibilités d'argent,

- En chambre individuelle avec possibilité de cuisine.

Nous voulons que nos droits soient reconnus et respectés pour tous, car nous désirons avoir de bonnes conditions de vie et de travail.

Nous occupons en France des emplois pénibles, dangereux et mal payés. Nous sommes victimes de discriminations de toutes sortes au travail, au logement et ailleurs.

Nous subissons le racisme partout et tous les jours au chantier, à l'usine, dans la rue, le métro, etc...

Il ne faut pas oublier que nous travaillons pour les intérêts des patrons français et que nous avons aussi des droits en tant que travailleurs, et également au respect de notre dignité.

Le Comité de locataires du 40, rue de la Mare.

Le Comité de soutien se réunit tous les samedis à 15 heures, au Relais Ménilmontant, 8, rue Henri-Chevreau (dans la cour) PARIS 20e, téléphone : 797.00.85.

et les enfants des travailleurs ne méritent sans doute pas qu'on se préoccupe de leur scolarité, et de leur avenir.

Les parents ont une première fois menacé d'occuper la classe laissée sans maître le jeudi 25 mai s'ils n'obtenaient pas satisfaction. Une remplaçante était là le mardi après-midi. Victoire malheureusement momentanée. Dès le lendemain, elle était à son tour absente (pour congé maladie) et... non remplacée. Les parents ont immédiatement décidé d'occuper la classe, ce qu'ils font depuis vendredi matin.

Nous n'en resterons pas là. Si lundi un remplaçant n'est pas nommé, notre action continuera sous une autre forme. Malheureusement, nos enfants ont bel et bien perdu 15 jours, mais notre lutte doit montrer que nous pouvons et devons nous mobiliser en tant que parents, nous le faisons bien en tant que travailleurs !

Une parente d'élève.

Main basse sur l'AFP

Le gouvernement vient de lancer une nouvelle offensive, pour avoir bien en main l'information. Après la réorganisation de France-Inter, au moment où se déchaîne la chasse aux radios-libres, il vient de faire « élire » par le conseil d'administration un nouveau PDG à l'agence France-Presse.

Succédant à Claude Roussel qui lui aussi avait été poussé pour mettre un ordre tout giscardien à l'AFP, le nouveau PDG, Roger Bouzinac, est de manière encore plus flagrante l'homme du pouvoir.

Son « élection » précipitée à la tête de l'AFP a pratiquement été imposée par le pouvoir. Au point que le doyen du conseil d'administration, Hubert Beuve-Méry, fondateur du « Monde » a démissionné en considérant que les conditions dans lesquelles avait eu

lieu l'élection « portaient atteinte à l'esprit et même à la lettre du statut ».

L'Union nationale des syndicats de journalistes (SNJ, CFDT, CGT, FO) a fait paraître un communiqué dans lequel elle déclare : « L'intervention flagrante du gouvernement, qui n'a même pas pris la peine de s'en cacher, pour faire élire M. Bouzinac au fauteuil du PDG de l'AFP, est à l'évidence en contradiction avec le principe de l'indépendance inscrit dans le statut de l'agence ».

L'UNSI « constate que se rejoignent ici la volonté du pouvoir de renforcer son contrôle des grands moyens d'information et le projet mercantile du patronat de la presse française d'utiliser de plus en plus l'agence au service de sa politique de restructuration des entreprises et de compression des effectifs ».

L'AFP est une proie de choix pour le gouvernement.

Elle constitue la principale source d'information de la presse écrite, de la radio de la télévision de tout le pays. Le contrôle de l'AFP c'est le contrôle sur l'information dans son ensemble.

Avec le renforcement du monopole de la radio, la mise à la tête des radios et chaînes de télévision de responsables dévoués, le pouvoir se donne les moyens de museler la presse et les mass médias.

FETE POPULAIRE DU «GRI»

Le 4 juin 1978 Pignan (Hérault)

Culturel



Le samedi 3 juin, 20h30 à Sèvres

Dans le cadre des «Rencontres théâtrales», le Théâtre du printemps présentera «Octobre aujourd'hui»

C'est donc ce samedi 3 juin, à 20 h 30, salle des Bruyères (12, rue du Pavé des Gardes), que le théâtre du Printemps présentera « Octobre aujourd'hui » dans le cadre des huitièmes Rencontres théâtrales qui se tiendront à Sèvres du 3 au 11 juin 1978.

Mais que sont ces Rencontres théâtrales ?

Nées en 1971 avec l'équipe d'animation de la MJC de Boulogne qui a l'idée de favoriser une rencontre entre les troupes de théâtre des MJC de la région parisienne, les Rencontres théâtrales s'ouvrent en 1972 aux troupes des comités d'entreprises, des lycées, des facultés ou à toute autre troupe indépendante de la région parisienne, et en 1973, aux troupes-amateurs de toute la France.

C'est en 1973 également que M. Georges Gorse, ministre, maire de Boulogne, décide d'expulser la MJC de ses locaux et la prive de subventions. Dès lors, la MJC entame une longue lutte et l'équipe « Rencontres », pour la soutenir, organise des « mini-Rencontres » d'hiver.

En 1975, c'est le TOP (Théâtre de l'Ouest parisien) qui avait mis, dès 1971, son théâtre et ses techniciens à la disposition de l'équipe « Rencontres » qui

est expulsé à son tour. Privées de locaux, mais toujours solidaires de la MJC en lutte, les « Rencontres » sont donc obligées de changer de lieu et c'est la muni-

tre, 40 troupes venues de toute la France et 4 lieux de représentation.

1978 : 9 jours de théâtre, 60 troupes venues de toute la France et, pour la

Si vous aimez le théâtre donc, ne manquez pas ces Rencontres, ne manquez pas surtout « Octobre aujourd'hui » qui vous fera aimer le théâtre, même



Une scène de la pièce « Octobre aujourd'hui »

cipalité de Sèvres et le Comité sévrien des fêtes et de la culture qui les accueille cette année-là.

Depuis 1975 donc, les « Rencontres » ont trouvé leur terre d'asile et se sont développées largement.

Qu'on en juge par ces chiffres :

1976 : 8 jours de théâ-

première fois, de Suisse et du Québec, 7 lieux de représentation.

Ces Rencontres théâtrales sont donc un lieu privilégié pour chaque troupe pour se faire connaître un peu, mais aussi pour sortir de l'isolement, débattre et se confronter à d'autres formes de théâtre.

si vous êtes difficiles ou hostiles !

A samedi soir
Le Théâtre du Printemps

1) Moyens d'accès : métro Pont de Sèvres ; bus 171-179. Train : Sèvres Montparnasse-Saint-Lazare.
2) Salle des Bruyères c'est pas loin du cimetière

A Lille une classe occupée par les parents d'élèves

A Lille, au quartier des Bois-Blancs, depuis le 16 mai, les parents des élèves d'une classe de CE 2 sont mobilisés à l'école Desbordes-Valmore. Leurs enfants sont sans maître pour trois semaines, l'instituteur étant en stage à l'école normale (stage prévu depuis la fin février !).

Les parents se sont rendus en délégation à l'inspection académique, porteurs d'une pétition signée en quelques heures par 80 parents.

Ils ont été fort mal reçus et ont entendu avec stupéfaction et colère ces propos de l'inspecteur-adjoint, M. Fache : « Vu les bas niveaux des enfants... » sous-entendu nos enfants, vu leur niveau faible n'en sont plus à trois semaines près !

Il est inadmissible qu'un inspecteur-adjoint tienne de tels propos. Vraisemblablement, l'école située dans un quartier populaire de Lille n'a pas l'avantage de plaire

DES JOURNALISTES RACONTENT...

Un mois de reportage en Chine**La commune populaire de Chengxi**

Un cours de gymnastique dans l'école construite par les habitants de la commune populaire.

Cette commune populaire pilote se trouve à une cinquantaine de kilomètres de Shanghai, grande ville industrielle de la Chine. C'est une région assez plate, ce qui facilite sans doute les cultures de grande surface et la mécanisation intensive. A travers champ, on voit une toile ordonnée de petits canaux, des sillons réguliers et aussi de nombreux paysans au travail.

Notre délégation est reçue par le vice-président du comité révolutionnaire de la commune populaire qui nous donne un aperçu général. Fondée en 1958, pendant la période du Grand bond en avant, la commune comporte actuellement 6 400 familles, soit 23 000 personnes réparties dans 140 équipes de production et 16 brigades de production (plusieurs équipes composent une brigade). Il y a aussi dans les ateliers un millier d'ouvriers qui sont en fait des paysans-ouvriers alternant le travail d'usine et le travail aux champs. La population de la commune conjugue actuellement ses efforts pour faire de la commune une commune de type Tatchai, ce qui implique l'élévation du niveau politique mais aussi une mécanisation accrue et le passage à un niveau supérieur de la gestion.

La commune a déjà fait du chemin. Autrefois, il lui fallait l'aide de l'État alors qu'en 1977, c'est elle qui a eu des surplus et a fourni 2 560 tonnes de céréales à la ville de Shanghai sans parler de 20 000 têtes de porcs, 60 000 volailles, 26 tonnes d'œufs, 7 300 tonnes de légumes. C'est donc un modèle pour les autres communes de la région que nous visitons, une commune pilote plus riche, au niveau politique et à la mécanisation plus développée.

QUELQUES DONNÉES CHIFFRÉES

1949 :
Céréales : 3 t/ha, porcs : 18 000 têtes ;
1957 :
5,5 t/h, porcs : 18 000 têtes.
1977 :
céréales : 15 t/ha, porcs : 43 000 têtes.

L'accroissement est le fruit du labeur de tous ces paysans

qui ont construit huit rivières, nivelé 150 hectares, étudié le moyen d'améliorer les cultures de façon scientifique en développant notamment la mécanisation et l'irrigation. Cet effort qu'ils ont consenti par conviction, mais aussi bien entendu pour mieux vivre, contribue à améliorer les conditions matérielles et culturelles des paysans. Ainsi, nous apprenons qu'il existe trois écoles secondaires primaires qui scolarisent tous les enfants de la commune.

Pour les soins médicaux, elle dispose d'un hôpital ainsi qu'un dispensaire pour chaque brigade où trois « médecins aux pieds nus » s'occupent des maladies courantes et fréquentes.

Pour donner une idée du coût des soins, sachez que pour une cotisation annuelle de deux yuans, les soins et médicaments sont gratuits alors que le revenu annuel d'un travailleur actif est de 300 yuans, trois fois plus qu'en 1949. Bien sûr, les « médecins aux pieds nus » n'ont pas une compétence très étendue

et peuvent être comparés à des secouristes ou plutôt à des « officiers de santé » chez nous, les soins donnés au dispensaire sont assez élémentaires.

Mais cela répond bien souvent aux besoins actuels d'un pays du tiers monde comme la Chine qui cherche, par ailleurs, à développer le système hospitalier jusque dans les campagnes reculées.

RENCONTRE AVEC UNE PAYSANNE

Déjà bien âgée, cette paysanne nous reçoit chez elle, dans une maison de cinq pièces. Des meubles simples mais costauds, un intérieur propre et bien tenu, et pourtant le sol est en terre battue, ce qu'on ne rencontre plus chez nous que dans de rares maisons de Lozé-

re ou du Massif Central. C'est autour d'une tasse de thé que cette femme, timide puis bientôt enflammée, nous raconte sa vie. Voici son récit :

« Nous sommes cinq dans la famille. Depuis la Libération, il y a eu une amélioration du niveau de vie. Notre famille gagne 1 500 yuans par an pour quatre personnes actives. Après avoir payé le riz et les divers moyens de subsistance, tels que les moyens de chauffage, etc., il reste 900 yuans. Avant la Libération, c'est la vie misérable dans une maison de paille. Nous étions cinq aussi. Mon père travaillait chez un propriétaire foncier comme valet de ferme ainsi que ma mère pendant la pleine saison.

« Mon frère est mort de maladie parce qu'on n'avait pas assez d'argent pour les médicaments. Le salaire de mon père ne suffisait pas à nourrir la famille. C'est pourquoi il fallait ramasser des herbes et mendier. En 1943, ma mère était malade et il a fallu emprunter de l'argent aux usuriers. La vie devenait de plus en plus misérable. Mon père est mort en 1948.

« Aujourd'hui, c'est une vie nouvelle. Les trois enfants ont tous fait leurs études secondaires. Nous, avant la Libération, nous étions analphabètes. Après la Libération, nous avons commencé à lire et à écrire. Nous pouvons maintenant lire les journaux. Après la chute de la bande des Quatre, il y a eu une augmentation de la production. En 1977, malgré les tempêtes de neige et une inondation en août, il y a eu une bonne récolte. Peut-être que le salaire sera de 500 yuans par membre actif. »

— Q : Avez-vous des activités politiques et culturelles ?

« Oui. J'ai une réunion d'étude politique une fois par semaine. Et puis il y a deux séances de cinéma et l'équipe de production a une télévision. »

Voilà. Après ce récit, la paysanne tient à nous faire visiter sa maison et nous montre avec

joie ses pièces comprenant lits, armoires, tables, etc. Cela lui tient vraiment à cœur et nous comprenons mieux ainsi la réalité. Car, cette maison est pauvre, c'est vrai, mais « quels progrès depuis la Libération » nous explique-t-elle. C'est cela la réalité palpable du socialisme. Et quand cette paysanne parle abondamment du temps « d'avant la Libération » et de ses souffrances, c'est pour bien marquer la différence fondamentale entre le capitalisme exploiteur et le socialisme libérateur.

UNE ÉCOLE SECONDAIRE DE LA COMMUNE

Nous poursuivons notre visite et arrivons à une des écoles secondaires de la commune. Il est bien dépassé le temps du mouvement d'alphabétisation des années 50 ! Maintenant, l'analphabétisme est résorbé, tous les enfants sont scolarisés. Cette école est née peu après la fondation de la commune populaire. C'est l'œuvre des paysans eux-mêmes qui ont appliqué le principe d'autonomie.

Alors que nous arrivons, une classe fait de l'éducation physique sur une aire de sport. Peu de survêtements, mais une vitalité étonnante. Aujourd'hui, les élèves s'entraînent au saut de cheval.

L'école en elle-même est d'une grande simplicité mais ce n'est pas là l'aspect important. L'important, c'est qu'avec ses 43 professeurs, elle éduque les jeunes afin qu'ils participent pleinement à l'effort de la Chine entière, avec une conscience socialiste. Les élèves des quatre niveaux (bientôt cinq) participent d'ailleurs, nous dit un camarade, à la production agricole. Ainsi, peu à peu, se réduisent les différences entre travail manuel et travail intellectuel.

Michel ROTAUD

Demain nous aborderons d'autres aspects de cette commune populaire : ateliers, ferme modèle, etc. Ils montrent la voie que prend l'éducation « en grand » de l'agriculture chinoise.



La paysanne de la commune populaire de Chengxi qui a reçu la délégation des journalistes.

CHILI : EXTENSION DU MOUVEMENT DE GREVE DE LA FAIM : Au Chili, le mouvement de grève de la faim qui a commencé il y a une dizaine de jours pour les parents des détenus et des disparus, s'étend toujours.

Lundi, une trentaine de prisonniers politiques ont eux aussi entamé une grève de la faim en solidarité avec la centaine de parents.

Par ailleurs, ce même lundi, une centaine de femmes ont manifesté à Santiago, la capitale, dans les rues et devant le palais de Justice, brandissant des pancartes disant : « *Nous exigeons une réponse. Où sont les disparus ?* »

Enfin un document de soutien aux grévistes de la faim a été signé par un millier de femmes.

Face à ces mouvements, Pinochet a déclaré, au cours d'une conférence de presse, qu'il n'y aura « *aucune discussion* » tant que les grévistes de la faim continueront à occuper des églises. Pinochet ne semble pas avoir été entendu.

Dans le monde aussi, la solidarité s'organise : 36 Chiliens réfugiés en Belgique ont entamé mardi une grève de la faim illimitée à Bruxelles, Liège et Anvers. Ces grévistes sont souvent des parents de disparus et affirment avoir déjà épuisé toutes les démarches légales. De nombreuses grèves de la faim se déroulent actuellement dans tous les pays européens.

EN PLEINE NUIT L'USINE A GAZ DE MAISON-ALFORT EXPLOSE : A minuit et quart, la ville de Vitry a été réveillée par une explosion. De grandes lueurs s'élevaient dans le ciel, différentes de celles que l'on voit habituellement dans la zone industrielle de Vitry.

Après une deuxième explosion, de grandes flammes s'élevèrent et les gens se mettent aux fenêtres. A nouveau une très forte détonation suivie d'un crépitement de flammes. Tout le monde descend dans la rue. On pense que ce sont les dépôts d'essence, près de la centrale EDF. Le bruit court aussi que ce serait l'usine Rhône Poulenc. Un champignon noir se dirige vers la ville inquiétant la population. Certains ont même quitté la ville avec leur famille et quelques couvertures, craignant que ce nuage soit toxique.

Une fois rendu à Rhône Poulenc, on se rend compte que c'est l'usine à gaz de Maison-Alfort à 1 km de là qui vient d'exploser.

Des ouvriers d'Orly sont là également, croyant eux aussi que l'explosion venait de cette usine.

Vers une heure quinze du matin, l'incendie gigantesque est éteint.

GREVE DES AUTOBUS A BORDEAUX

Pratiquement aucun autobus ne circule mardi à Bordeaux à la suite de l'extension d'un mouvement de grève déclenché lundi en début d'après-midi.

Trente et un véhicules sont en service sur les trois cents quatre vingt-un prévus, ce qui porte à environ 92 % la participation au mouvement de grève qui a été déclenché pour des revendications tenant à l'amélioration des conditions de travail et à l'obtention d'une cinquième semaine de congés.

GREVE SUIVIE A LA CAISSE NATIONALE DU CRÉDIT AGRICOLE

Le grève « d'avertissement » du personnel de la CNCA (Caisse nationale du Crédit agricole) a été massivement suivie ce mardi, annoncent dans un communiqué l'intersyndicale et le comité de grève.

L'assemblée générale des grévistes « qui réunissait 75 % des 2 300 salariés, précise ce communiqué, a décidé d'exiger de la direction le retrait immédiat de son projet de statut et la convocation d'urgence du conseil d'administration. Sans réponse positive sur ces deux points, elle a décidé la reprise d'une grève de harcèlement mardi 6 juin, ou le jour de réunion du conseil d'administration, si celui-ci se tient auparavant ».

Le personnel de la CNCA avait décidé cette journée de grève lundi, afin de marquer son refus sur le projet de règlement intérieur présenté par la direction. Ce règlement se « *substitue à terme aux divers statuts et aboutirait à un remembrement des garanties statutaires de la fonction publique* ».

PTT : PRÉAVIS DE GREVE DANS LES SERVICES D'ABONNEMENT TÉLÉPHONIQUES

Un préavis de grève a été déposé pour le 1er juin pour appuyer les revendications des personnels des services commerciaux du central téléphonique qui dessert les 19e, 10e et 18e arrondissements.

Les 50 employés de ces services, en majorité des femmes, demandent le doublement des effectifs et l'amélioration des conditions de travail.

La tension monte entre l'URSS et les USA

Les questions de la détente, du désarmement ont pris ces derniers temps une nouvelle importance avec la tenue de la conférence extraordinaire de l'ONU sur le désarmement où les deux superpuissances, l'URSS et les USA, ont maintes fois été mises au banc des accusés pour leur course aux armements. Dans le même temps, se déroule une fois de plus, des négociations sur les accords SALT. Autre problème du moment : la déstabilisation en Afrique due à l'offensive impérialiste de l'URSS dans ce continent.

C'est dans ce contexte que s'est développée une tension croissante entre les deux supergrands. On est loin des belles paroles de la détente et les relations entre ces deux pays se sont sérieusement aggravées ces derniers jours. La principale pomme de discorde est la présence en Afrique de cadres soviétiques et de plus de 40 000 Cubains. Cette offensive provoque une grande inquiétude aux USA qui voient l'URSS marquer de plus en plus de points dans leur rivalité pour l'hégémonie mondiale.

LES CONTRADICTIONS S'AIGUISSENT ENTRE LES DEUX SUPERPUISSANCES

Il y a maintenant une semaine que le gouvernement américain a commencé à dénoncer ouvertement la politique de l'URSS. La semaine dernière, mercredi, le vice-président des USA, Walter Mondale a lancé une sévère critique contre les concentrations considérables de troupes et de blindés soviétiques en Europe.

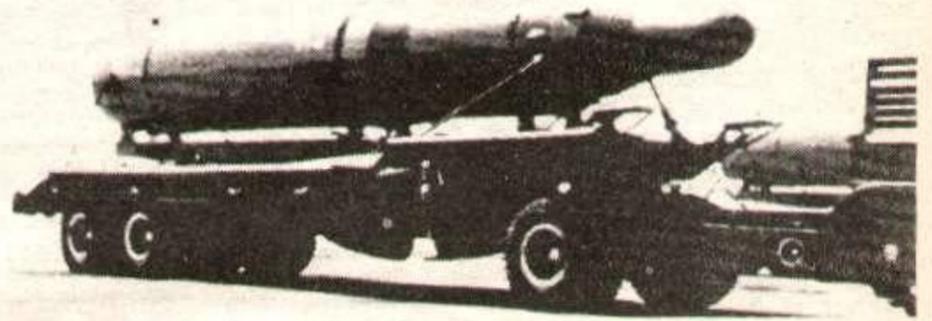
Le lendemain, Carter déclarait lors d'une interview

de menteur.

LE VRAI VISAGE DE LA DÉTENTE

La tension n'a donc pas cessé de monter entre les deux superpuissances. Les USA ne supportent pas la part grandissante prise par le social-impérialisme et ce dernier ne supporte pas de

l'esprit, mais comme une réalité qui se précise peu à peu. Du même coup, il apparaît clairement qu'il n'y a pas d'illusions à se faire sur le désarmement. S'il devait y avoir un désarmement effectif, ce serait aux superpuissances de commencer et il est bien évident que ni l'une ni l'autre ne pourrait l'accepter.



Missile équipant des sous-marins soviétiques

télévisé que la présence des Soviétiques et Cubains en Afrique, pourrait compromettre la conclusion des accords « Salt II » sur la limitation des armements stratégiques des deux superpuissances.

Samedi, Carter et Gromiko se rencontraient : un entretien orageux au cours duquel Gromiko a tenté de nier l'évidence à propos de la pénétration soviétique en Afrique avec, pour mercenaires, les Cubains.

Trois heures plus tard, Brzezinski, le conseiller de Carter pour les questions de sécurité, a condamné violemment la politique étrangère de Moscou. A peine si Gromiko n'était pas traité

de menteur. La détente apparaît de plus en plus nettement pour ce qu'elle est : du bluff. Le danger d'une troisième guerre mondiale n'est plus considéré comme une vue de

l'URSS, pour un repartage du monde en sa faveur, a besoin d'un armement colossal pour s'affronter aux USA qui eux, se battent pour conserver leur puissance.

GUINÉE : UNE BASE AÉRIENNE INTERDITE A L'URSS

L'URSS ne disposera plus du droit d'utiliser en Guinée une base aérienne de la plus haute importance stratégique. En effet, le président de la République guinéenne, Sekoutouré, a interrompu les vols de reconnaissance soviétiques au-dessus des routes maritimes de l'Afrique de l'Ouest effectués à partir de la Guinée. Cette base aérienne était utilisée depuis plus de cinq ans par des appareils de reconnaissance soviétiques « TU-95 ».

Cette décision fait suite aux pressions de plus en plus importantes de l'URSS sur le gouvernement guinéen pour construire une base navale près de Conakry, base navale qui aurait été un appui à l'URSS pour mener sa politique d'agression contre les pays africains.

Cette décision du gouvernement guinéen est très positive : à l'heure actuelle, elle constitue un maillon de la résistance des peuples africains face au social-impérialisme.

La visite en France du roi d'Arabie Saoudite

Lundi arrivait à Paris le roi Khaled d'Arabie Saoudite. Deux points importants ont été l'objet de cette visite : d'une part, la situation au Proche-Orient et en Afrique, d'autre part, l'amélioration des relations bilatérales tant au niveau économique que militaire.

Mardi, ont commencé les discussions sur la situation internationale. Les représentants de l'Arabie Saoudite ont insisté sur leur préoccupation face à la déstabilisation en Afrique. En ce qui concerne la situation au Proche-Orient, le Liban fut le centre des conversations.

Le roi Khaled a déclaré que son pays approuvait la présence des casques bleus de l'ONU qui doivent permettre le retrait des troupes israéliennes.

Dans le même temps, se

sont déroulées des conversations entre les deux ministres de la Défense sur la coopération militaire. Mais le but des conversations bilatérales avec les ministres de l'Industrie, de l'Agriculture, de la Culture, et de la Communication entre les deux pays) concernait principalement les relations économiques et techniques.

La France voudrait participer davantage au projet de dessalement de l'eau de mer ainsi qu'au projet d'électrification rurale. Il a été également question de la mise en place du réseau de télévision couleur, d'énergie solaire et de la création d'un institut d'études nucléaires à des fins pacifiques. Le but du gouvernement d'Arabie Saoudite est actuellement de mettre en place tant au niveau de l'agriculture que de l'énergie, des moyens qui

permettront de pallier dans le futur, aux problèmes qui surgiront quand le pétrole

ne représentera plus une importante source de richesses pour le pays.

